Résonance, novembre 2012

Actualités)

Colloque UGCF 2012 (1re partie)

C'est à Toulouse, ville chantée par Claude Nougaro et chère aux amateurs de l'ovalie, que se sont réunis, le 26 septembre dernier, bon nombre des gestionnaires de crématoriums français à l'occasion du colloque UGCF 2012. Une nouvelle fois sous l'impulsion de Pierre Vidallet, cette journée aura été l'occasion de traiter de divers sujets tels que l'optimisation du coût du combustible, une projection de l'évolution possible du métier au vu du cas espagnol, le lobbying, la gestion émotionnelle du personnel, les évolutions techniques en matière de filtration, ou encore, la résomation. Très riche d'enseignements, ce colloque s'est également vu être l'occasion pour Jean-Pierre Sueur, président de la commission de révision des lois du Sénat, de s'exprimer sur diverses problématiques relatives à l'ordre du jour.

Pierre Vidallet, président de l'UGCF.

Ce colloque UGCF 2012 avait pour thème : "Ensemble, fédérons un métier !"
Alors quoi de plus logique que la métaphore du rugby, des valeurs et de la cohésion qu'exige ce sport... quoi de plus logique que le berceau du Stade Toulousain pour accueillir les gestionnaires de crématoriums venus assister au séminaire. Pierre Vidallet, président de l'Union des Gestionnaires des Crématoriums Français (UGCF), ayant confié l'organisation de ces journées à l'agence "A la Une" dont le dirigeant n'est autre que Didier Lacroix, ancien joueur du Stade Toulousain, que les participants ont eu le plaisir de visiter, la veille, découvrant les infrastructures du club champion en titre du Top 14.

Le lendemain matin à 8 h 30, rendez-vous était donné aux participants, exposants et autres intervenants. En ouverture, Pierre Vidallet a tout d'abord souhaité la bienvenue aux personnes présentes puis a passé en revue le programme de la journée avant de laisser la parole au premier intervenant.

"Comment réduire la facture de gaz en faisant jouer la concurrence"

L'intervention de Jean-Michel Philip, DGA du SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France) a suscité le plus grand intérêt auprès du public car elle abordait l'un des aspects financiers de la gestion d'un crématorium et par voie de conséquence, sa rentabilité.

> Les similitudes en termes d'entités et de besoins sont telles qu'une même démarche serait tout à fait envisageable au travers d'un regroupement de crématoriums !

Le SIGEIF, créé en 1904, fait aujourd'hui autorité dans l'organisation de la distribution publique de l'énergie en Ile-de-France pour 184 communes, soit près de 5,3 millions d'habitants. Depuis 2004, il est le coordonnateur d'un groupement de commandes gaz, mais pourquoi un tel regroupement ?

Ce groupement se compose de 267 membres (122 communes, 12 offices publics de l'habitat, la région IDF et ses 360 lycées, les conseils généraux du 92, 94, 78 et leurs collèges, 97 collèges et lycées, 7 structures intercommunales, la chambre des métiers et de l'artisanat du 93, 12 hôpitaux et 12 CCAS) soit 5 000 sites et représente une consommation de 1,7 TWh.
Un contrat pour de tels volumes est forcément soumis au Code des marchés publics, ce qui présente certains avantages, notamment depuis la suppression du monopole de fourniture depuis 2004. D'une part, ce type de procédure évite l'effet d'érosion des relations fournisseur/client, et d'autre part, il actionne un certain nombre de leviers tels que l'effet "volume" ou l'effet "image" (ici : Les collectivités d'Ile-de-France) qui stimulent véritablement la concurrence entre les différents fournisseurs tout en simplifiant leur démarche.
Concernant les membres de ce regroupement, le fonctionnement se veut très simple. Passé les formalités d'adhésion, le SIGEIF recense et centralise les

20

Résonance n°85 - Novembre 2012

.

Phoca PDF